

B-019-P PRÉVENTION DE L'INTIMIDATION

Date d'approbation : le 31 janvier 2008 Résolution : 100-08

Date de révision : le 2 juin 2010 Résolution : 122-08

Page 1 de 5

Le masculin et le singulier sont utilisés dans ce document dans le seul but d'alléger le texte. Partout où les mots « parent », « parents », « père » ou « mère » sont employés, les mots « tuteurs » et « tutrices » sont également compris.

1.0 INTRODUCTION

La politique du Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales sur la prévention de l'intimidation est conforme à aux modifications apportées à la Note Politique/Programmes n° 144 du ministère de l'Éducation selon la stratégie pour la sécurité dans les écoles et le projet de loi 157, Loi de 2009 modifiant la Loi sur l'éducation (sécurité de nos enfants à l'école) entrant en vigueur le 1^{er} février 2010.

2.0 PRINCIPES DIRECTEURS

Le Conseil et ses écoles reconnaissent l'importance de leur rôle et de la responsabilité qu'ils partagent avec l'ensemble de la société pour donner aux élèves la possibilité d'étudier et de s'épanouir dans cette société où règnent la sécurité et le respect. Les écoles qui appliquent des stratégies de prévention et d'intervention en matière d'intimidation encouragent un milieu d'apprentissage et d'enseignement positif, propice à la réussite scolaire de tous les élèves et à la réalisation de leur plein potentiel « Le climat scolaire [positif] joue un rôle déterminant dans la prévention; on peut le définir comme l'ensemble des relations personnelles qui se vivent dans une école. Lorsque ces relations reposent sur l'acceptation réciproque et l'intégration, et que tous se comportent de la sorte, une culture de respect s'instaure naturellement¹ ». Un bon climat scolaire existe lorsque tous les membres du milieu scolaire se sentent en sécurité, à l'aise et acceptés. Afin de contribuer à créer un tel climat, le Conseil et les écoles elles-mêmes doivent prôner et renforcer de façon active des comportements positifs qui témoignent de leurs initiatives sur le développement du caractère. Il leur faut aussi s'attendre à ce que les parents et les membres de la communauté participent à la vie scolaire.

Attendu que l'intimidation est préjudiciable à l'apprentissage des élèves, nuit à des relations saines et au climat scolaire, empêche l'école de donner une bonne éducation aux élèves, et n'est pas acceptée dans les écoles, lors d'activités parascolaires, dans les autobus scolaires ou en toute autre circonstance (p. ex., en ligne) où un acte d'intimidation a des répercussions fâcheuses sur le climat scolaire.

¹ Équipe d'action pour la sécurité dans les écoles. Rapport intitulé *Politiques et pratiques pour la sécurité dans les écoles : Un plan d'action*. Toronto. Juin 2006. p.6

Le Conseil préconise et entretient un climat positif dont voici quelques signes :

- les élèves et le personnel se sentent en sécurité et sont en sécurité;
- on encourage des relations saines favorisant l'intégration;
- on encourage les élèves à devenir des chefs de file ayant une influence positive dans leur milieu scolaire;
- tous les intervenants s'engagent activement;
- on renforce les messages de prévention de l'intimidation à l'aide de programmes contre la discrimination fondée, entre autres, sur l'âge, la race, l'orientation sexuelle, le sexe, la religion, l'incapacité physique ou mentale, l'origine ethnique, les difficultés socio-économiques;
- on met l'accent sur l'amélioration des résultats d'apprentissage de tous les élèves.

La politique sur la prévention de l'intimidation représente la base d'un programme de prévention de l'intimidation efficace.

3.0 DÉFINITION DE L'INTIMIDATION

Dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques sur la prévention et l'intervention en matière d'intimidation, le Conseil s'appuie sur la définition suivante :

L'intimidation est typiquement un comportement répété, persistant et agressif envers une ou plusieurs personnes, dont on devrait savoir qu'il a pour effet de causer de la peur, de la détresse ou un préjudice corporel, ou de nuire à l'amour-propre, à l'estime de soi ou à la réputation. L'intimidation se produit dans un contexte de déséquilibre de pouvoirs réel ou perçu.

À l'école, des élèves peuvent prendre ou exercer un pouvoir sur les autres grâce à des différences réelles ou perçues comme telles. Ces différences pourraient être en lien avec : la taille, la force, l'âge, l'intelligence, la situation économique, le statut social, la solidarité des pairs, la religion, l'origine ethnique, un handicap, des besoins particuliers, l'orientation sexuelle, la situation familiale, le sexe et la race.

L'intimidation est une dynamique se caractérisant par des interactions malsaines pouvant s'exprimer de diverses manières. Elle peut s'exprimer physiquement (p. ex. coups, bousculades, crocs-en-jambe), verbalement (p. ex. : insultes, moqueries, remarques sexistes, racistes ou homophobes) ou socialement (p. ex. : exclusion du groupe, propagation de commérages et de rumeurs). L'intimidation peut aussi se produire par l'entremise de la technologie (p. ex. : propagation de rumeurs, d'images/photos ou de commentaires blessants par courriel, téléphone portable, messagerie texte, sites Web ou autres moyens techniques).

Les enfants victimes d'actes d'intimidation pendant longtemps ou ceux qui font appel à la force et à l'agressivité pour en intimider d'autres peuvent souffrir de tout un éventail de problèmes psychosociaux qui peuvent perdurer à l'adolescence et à l'âge adulte.

4.0 STRATÉGIES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION

Le Conseil estime que la prévention de l'intimidation est essentielle pour créer un climat scolaire positif qui favorise l'apprentissage et contribue à la réussite des élèves.

Les stratégies de prévention d'intimidation globales comprennent, entre autres :

- un code de conduite avec des normes de comportement comprises par l'ensemble de la collectivité;
- des attentes de comportement communes qui sont énoncées clairement;
- des mesures de sécurité telles que l'établissement d'une surveillance rigoureuse des élèves pendant les périodes d'enseignement ainsi que pendant les périodes informelles et récréatives;
- une communication ouverte avec les parents afin de collaborer ensemble en vue de réduire et d'éliminer les situations où l'intimidation pourrait être présente ;
- des moyens variés pour valoriser les élèves ayant fait preuve d'un comportement souhaitable;
- des liens directs entre les situations courantes où l'intimidation pourrait être présente et l'enseignement explicite des stratégies pour prévenir l'intimidation (livres, matériel pédagogique, leçons formelles, ateliers, visionnement d'émissions, projet scolaire).

5.0 LES STRATÉGIES D'INTERVENTION

Le Conseil estime que l'intervention rapide et ciblée des adultes est essentielle dans des situations d'intimidation. Les obligations comprennent :

- Tout employé du Conseil doit faire rapport des incidents graves portant sur l'intimidation touchant les élèves à la direction d'école;
- Tout employé du Conseil qui travaille directement avec les élèves, notamment, l'enseignant, le personnel non enseignant en intervention auprès des élèves et des adolescents, ainsi que l'aide-enseignant et personne de soutien à l'élève et toute autre personne œuvrant avec les élèves, doivent réagir aux incidents qui peuvent nuire au climat scolaire.
- La direction d'école doit aviser les parents d'un élève victime d'un incident grave, à moins qu'il juge que, s'ils étaient avisés, les parents pourraient causer du tort à l'élève;
- Dans le cas où les parents ne sont pas avisés, un soutien doit être offert à cet élève.

Les élèves doivent se sentir à l'aise de signaler une situation d'intimidation sans risque de représailles. Le Conseil apporte un appui aux élèves qui font l'objet d'intimidation, à ceux qui intimident les autres et à ceux que des actes d'intimidation perturbent.

Le Conseil privilégie les programmes d'intervention globaux provenant du Centre ontarien de prévention d'agression (COPA), par exemple :

- Les racines de l'empathie
- Espace préscolaire
- Espace
- Agir ensemble

Cependant, au palier secondaire, les programmes d'intervention peuvent aussi provenir de l'école elle-même en partenariat avec les services policiers locaux ainsi que des membres du personnel de l'école qui ont reçu des formations spécialisées dans ce domaine.

Les écoles doivent mettre en place une équipe scolaire qui s'attarde à élaborer et à mettre en œuvre un plan systématique de prévention et d'intervention en matière d'intimidation qui est sensible à la réalité et la diversité de sa communauté scolaire.

6.0 STRATÉGIES DE FORMATION POUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ SCOLAIRE

- 6.1 Le Conseil doit élaborer des stratégies de formation pour tous les gestionnaires, le personnel enseignant et le personnel de soutien pour assurer que les nouvelles obligations soient respectées. 6.2 Le Conseil peut aussi adapter la formation et la rendre disponible à d'autres adultes qui sont étroitement en contact avec les élèves, p. ex. : des bénévoles, des conducteurs d'autobus scolaires, et autres.
- 6.2 Le Conseil doit aussi reconnaître qu'il existe un besoin continu d'offrir de la formation aux nouveaux enseignants et au personnel de soutien.

7.0 STRATÉGIES DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION

- 7.1 Le Conseil doit communiquer activement sa politique et ses procédures et la définition de l'intimidation aux élèves, aux enseignants, aux parents, au personnel des écoles, aux conseils d'école et aux bénévoles. 7.2 Les rôles et les responsabilités de tous les membres de la communauté scolaire doivent être clairement exprimés et compris.
- 7.2 Le Conseil doit faire tous les efforts nécessaires pour communiquer ces informations aux parents dont la langue maternelle n'est pas le français.

8.0 SURVEILLANCE ET EXAMEN

Le Conseil révisé et évalue l'efficacité des divers programmes de prévention de l'intimidation par l'entremise du comité aviseur des directions d'école.

9.0 PLANS D'ÉCOLE

Chaque école tient compte de l'intervention en matière d'intimidation dans son code de conduite. Ce plan doit comprendre : la définition de l'intimidation, des stratégies de prévention et d'information, des stratégies d'intervention et de soutien, y compris des plans de protection des victimes, des exigences en matière de rapport, des stratégies pour assurer la formation des membres de la communauté scolaire, des stratégies de communication et de sensibilisation, et des processus de surveillance et d'examen.

10.0 ÉQUIPES D'ACTION POUR LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES

Chaque école doit avoir une équipe responsable de la sécurité dans l'école, qui se compose d'au moins un élève (le cas échéant), un parent, un membre du personnel enseignant, un membre du personnel non enseignant, un partenaire communautaire et la direction de l'école. Un comité déjà existant, comme le comité École saine ou Conseil d'école, peut jouer ce rôle. Cette composante du comité, doit être présidée par un membre du personnel de l'école.

11.0 CONFORMITÉ

Cette politique est conforme à la politique d'équité et d'éducation inclusive du ministère de l'Éducation.

12.0 RESPONSABILITÉ

Il incombe à la direction de l'éducation du Conseil d'élaborer des directives administratives visant à la mise en œuvre de la présente politique